

Hutin: « Ouest-France » doit s'adapter à la crise

PRESSE

François-Régis Hutin, 79 ans, préside depuis quatre décennies les destinées du groupe de presse breton.

LE FIGARO. – Face à la crise, le quotidien « Ouest-France » va-t-il augmenter son prix de vente ?

François-Régis HUTIN. – En effet, le prix de vente de *Ouest-France* va passer à 0,80 euro le 1^{er} mars. Le montant de 0,70 euro n'avait pas changé depuis le 1^{er} juillet 2001. Grâce à cette stabilité couplée à nos efforts commerciaux et à l'amélioration de la présentation du journal, nous avons maintenu le niveau de notre diffusion, voire légèrement augmenté, ce qui est rare dans la presse écrite actuellement. Selon les chiffres certifiés de l'OJD, la diffusion totale de *Ouest-France* s'est élevée à plus de 795 000 exemplaires en 2008.

Comment se porte le groupe Ouest-France ?

La crise frappe bien évidemment notre groupe, avec un recul des petites annonces, dans l'emploi, l'automobile et l'immobilier. Les journaux d'annonces gratuites doivent avancer plus vite vers le Net. À l'image du virage pris par *Ouest-France* il y a plusieurs années et qui place aujourd'hui le site Web *Ouest-France.fr* en 7^e position des sites des journaux français.

Les difficultés de Spir remettent-elles en cause le modèle du groupe ?

La conjoncture rend plus impérieuse encore les adaptations structurelles de toutes les sociétés du groupe. Nous agissons donc pour abaisser les charges et améliorer nos recettes, sans remettre toutefois en cause nos diverses activités. Nous prenons la crise économique comme un stimulant.

Activités commerciales et valeurs humanistes que vous défendez sont-elles compatibles ?

Je ne vois pas en quoi le fait d'exercer des activités en matière de publicité et de distribution de presse, de prospectus ou de colis pourrait être en contradiction avec la mission du journal. Le nom même de l'association dont dépend le journal est tout un programme : Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste. Le service rendu au public est notre mission et nous voulons la remplir avec toute l'efficacité nécessaire.

Ce statut d'association va-t-il perdurer ?

Pourquoi faudrait-il changer ce statut ? D'ailleurs, les appels à créer des fondations pour la presse confirment notre avant-gardisme en ce domaine. Nous avons choisi l'association à but non lucratif et non la fondation parce qu'à l'épo-



François-Régis Hutin: « Il faut oser mutualiser les moyens de la presse pour améliorer le service aux lecteurs. »

que, en 1990, le ministère de l'Intérieur devait être présent dans toute fondation. Cela ne nous paraissait pas compatible avec l'indépendance du journal.

Comment avez-vous préparé votre succession ?

Les choses sont entre de bonnes mains : celles des personnes qui constituent les conseils d'administration de l'Association,

de *Ouest-France* et de Sofiouest et les associés de la société civile Sipa. Je suis un membre d'une équipe dont les autres participants sont tout aussi dévoués que moi à la mission du journal.

Souhaitez-vous un rapprochement des réseaux de distribution de la presse nationale et régionale ?

Il faut oser mutualiser les moyens de la presse pour améliorer

le service aux lecteurs. Ce qui implique de mieux distribuer les journaux. Par ailleurs, nous allons ajouter une rotative dans notre imprimerie de Loire-Atlantique. Grâce à cela, si du moins les traditions du Syndicat du Livre de la presse permettaient à l'imprimerie d'être concurrentielle, nous pourrions imprimer d'autres journaux.

Propos recueillis par
MARIE-LAETITIA BONAVIDA

Spir, la fin de la poule aux œufs d'or

■ Exit les dividendes. Spir Communication, la filiale de presse gratuite (65 %) du groupe Ouest-France, ne versera pas de dividendes au titre de 2008. La baisse de 65 % de son résultat net, à 10,5 millions d'euros, l'oblige à déroger à sa généreuse politique de distribution (30 millions d'euros par an). Les petites annonces (52 % de son activité) ont pâti de la crise de l'immobilier et de l'automobile. Le groupe paye aussi son pari dans les imprimés adressés. Le report de la libéralisation postale et le renoncement d'Axel Springer en Allemagne dans cette activité ont conduit à fermer la société Adrexo Mail. Coût de l'aventure : 30 millions d'euros sur deux ans.

La suppression des dividendes de Spir est une mauvaise nouvelle pour les actionnaires d'Ouest-France. Les bénéfices constituent en effet une forme de dédommagement pour les nombreux ex-actionnaires du groupe priés en 1990 de devenir membres de droit de l'association à but non lucratif Ouest-France. Une structure originale destinée à garantir l'indépendance du titre et imaginée à l'époque par François-Régis Hutin.

M.-L.B.